

En Turquie, les kémalistes sont sur la défensive

mardi 24 avril 2007, par [Jean-Christophe Ploquin](#)

La Croix

Une manifestation a rassemblé au moins 300 000 personnes pour s'opposer à l'élection au poste de président du premier ministre Recep Tayyip Erdogan

Des centaines de milliers de personnes ont défilé samedi 14 avril à Ankara contre le projet prêté au premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, de se porter dans les jours qui viennent candidat à la présidence de la République. La période de dépôt des candidatures s'ouvre lundi 16 avril pour dix jours. Le premier ministre, président du Parti de la justice et du développement (AKP), n'a pas fait jusqu'ici connaître ses intentions mais les observateurs tiennent pour très probable qu'il tentera d'accéder à la fonction suprême, un vote qui se déroule au Parlement où l'AKP détient la majorité absolue.

Cette perspective dresse deux courants politiques l'un contre l'autre en Turquie. Ancien haut dirigeant du parti islamiste Refah, interdit à la fin des années 1990, Recep Tayyip Erdogan est perçu comme une menace par l'appareil d'État, qui défend la laïcité comme socle de la république fondée en 1923 par Mustafa Kemal Atatürk. La manifestation de samedi était organisée notamment par l'Association de la pensée ataturkiste, une organisation dirigée par un ancien général de haut rang. Les manifestants ont crié des slogans à la mémoire d'Atatürk mais ont aussi attaqué Erdogan.

« Nous ne voulons pas d'un imam comme président », ont-ils notamment scandé. Deux jours auparavant, lors d'une conférence de presse, le chef d'état-major, le général Yasar Buyukanit, avait mis en garde contre « des menaces pour affaiblir l'armée, l'État et le kémalisme, pierre d'angle de notre république ». De même, vendredi, le président sortant, Ahmet Necdet Sezer, avait affirmé que « pour la première fois, les piliers de la république sont ouvertement remis en cause ».

Redoutable d'efficacité

L'élection à la présidence de la République cristallise ainsi l'affrontement. Recep Tayyip Erdogan, un homme politique redoutable d'efficacité, est à l'offensive. S'il se fait élire chef de l'État, son parti a de fortes chances de contrôler pour les cinq années qui viennent trois institutions majeures de la république : la présidence, le Parlement et le gouvernement.

Des élections législatives sont en effet prévues en novembre et les sondages accordent à l'AKP une très confortable avance qui lui permettrait d'être le pilier d'un gouvernement de coalition. « Dans ce scénario, Erdogan enclenchera vraisemblablement des réformes institutionnelles qui feront basculer la Turquie dans un régime présidentiel, analyse un diplomate. L'ancien système sera balayé. »

Par-delà les alternances politiques depuis vingt ans, la Turquie reste en effet en partie contrôlée par une bureaucratie d'État qui gravite autour de l'armée. Très présente au sein des forces de sécurité, du système judiciaire, de la diplomatie ou de l'enseignement supérieur qui forme les élites, elle a aussi de puissants intérêts dans le monde économique. « C'est une caste qui se considère comme le garant ultime et exclusif de cette république, souligne l'éditorialiste Ahmet Insel. Elle n'a aucun mal à se trouver en permanence des ennemis, intérieurs ou extérieurs, selon les besoins de sa politique. »

Défense de la laïcité

La défense de la laïcité est aujourd'hui son étendard. « Deux modèles de société s'opposent, explique un haut fonctionnaire soucieux de garder l'anonymat. D'un côté un courant enraciné dans la fonction

publique, défenseur d'une laïcité à la française, qui veut maintenir la religion dans la sphère privée et estime qu'il ne doit y avoir aucun groupe intermédiaire entre le citoyen et la République. De l'autre, les intellectuels et les hommes d'affaires d'Istanbul, qui promeuvent un sécularisme à l'anglo-saxonne et le communautarisme.

Dans ce contexte, les kémalistes craignent qu'une nouvelle définition de la laïcité dénature l'État, dérouté la Turquie de sa marche vers l'Occident. » « L'ironie, c'est que la mission de l'occidentalisation a été capturée par l'AKP », sourit Ihsan Dagi, professeur de relations internationales à l'université technique du Moyen-Orient à Ankara. Recep Tayyip Erdogan a en effet réussi à créer un parti qui surfe sur la vague de la globalisation économique.

Alors que les institutions financières internationales et l'Union européenne poussent à démanteler le carcan étatique et à favoriser la libre entreprise, l'AKP se présente comme le champion du marché, de l'initiative privée et de la responsabilité individuelle.

« Créer une société civile »

« De cœur, je suis un libéral, lâche le député de l'AKP Zekeriya Akçam. Nous voulons ouvrir la Turquie. Il n'y a qu'une voie pour le développement, et c'est celle du marché. » L'AKP défend aussi une logique décentralisée du fonctionnement politique. « Il faut créer une société civile », affirme Edibe Sözen, l'une des vice-présidentes du parti, qui raconte sa visite le 8 mars dernier à Diyarbakir, la grande ville kurde dans le sud-est du pays. « Nous avons échangé nos rôles : nous avons écouté les gens », explique-t-elle.

Pour les militaires, de tels discours cachent la vraie nature de Recep Tayyip Erdogan, qui fut pendant trente ans un militant de l'islam politique avant de se muer en « conservateur musulman ». Des cadres de son parti restent inspirés par une vision de l'islam comme fondement de la société. S'il n'appartient pas à l'AKP, le publiciste Ali Bulaç est influent. « C'est Allah qui a créé le monde, expliquait-il vendredi lors d'un colloque organisé à Istanbul (1). La vie sur terre n'a pas de valeur, la vraie vie est dans l'autre monde. » S'il se dit ouvert au pluralisme religieux, Ali Bulaç refuse en revanche toute sécularisation dans les domaines de la politique, du rapport au corps, de l'économie, de la morale et de la société.

Un tel discours a-t-il des chances de s'imposer ? Seuls 10 % des Turcs sont favorables à l'application de la charia, selon Ihsan Dagi. Spécialiste de la nation et des minorités, l'universitaire Baskin Oran analyse plutôt le mouvement comme une seconde révolution, après celle d'Atatürk, avec, en ligne de mire, l'avènement d'un État pluraliste, d'une nation plurielle et d'un citoyen y adhérant volontairement.

Jean-Christophe PLOQUIN, à Istanbul
15 avril 2007

(1) Ces entretiens franco-turcs étaient organisés par la plate-forme Abant avec la participation de la Fondation pour l'innovation politique et la revue Esprit.